

# L'ETAT ET LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : LE PARTAGE DES COMPÉTENCES.

	Niveau de décision	Administration	Zone de compétence	Compétences
Collectivités territoriales	<b>Etat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le pouvoir exécutif appartient :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>au Président de la République</li> <li>au Gouvernement</li> </ul> </li> <li>Le pouvoir législatif appartient à l'Assemblée Nationale et au Sénat</li> </ul>	Le territoire national : la France	
	<b>Région (26)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le _____ Fait appliquer les décisions prises par les conseillers.</li> <li>Le _____ Discute les affaires et décide par vote.</li> <li>Le préfet de région a la charge des intérêts de l'Etat.</li> </ul>		
	<b>Département (100)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le _____ Fait appliquer les décisions prises par les conseillers.</li> <li>Le _____ Discute les affaires et décide par vote.</li> <li>Le préfet a la charge des intérêts de l'Etat.</li> </ul>		
	<b>Commune (36 772)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le _____ Fait appliquer les décisions prises par les conseillers.</li> <li>Le _____ Discute les affaires et décide par vote.</li> </ul>		

## Document 1 : Le financement des collectivités locales.

« Art. 5 : Les transferts de compétences [...] sont accompagnés du transfert [...] par l'Etat aux communes, aux départements et aux régions, des ressources nécessaires à l'exercice normal de ces compétences... »

Loi de décentralisation du 7 janvier 1983.

## Document 2 : Des choix d'aménagements différents : l'Exemple de l'Eure-et-Loir

« Aujourd'hui, la "décentralisation des collèges" se mesure en chiffres. Sur 41 établissements scolaires (dont 4 créés), 23 auront été "refaits" depuis 1985. [...] Autres priorités, autres choix locaux, puisque c'est d'abord cela la décentralisation : un département voisin, dans cette même période, a "reconstruit" 5 collèges (sur 27) et programme une création. Sa priorité s'est simplement portée ailleurs. »

*Eure-et-Loir, Le Journal, septembre – octobre 2002.*

## Questions :

- 1- Que prévoient les articles 1<sup>er</sup> et 59 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 (doc. 1 p. 40) ?
- 2- Complétez le tableau ci-dessous en vous aidant des pages 40 – 41 de votre manuel.
- 3- Comment les collectivités locales assurent-elles le financement de leurs actions (Doc. 1 + Doc. 5 p. 41) ?
- 4- Quelle collectivité perçoit le plus de taxes foncières ? Le moins ? (Doc. 5 p. 41)
- 5- Pourquoi la décentralisation peut-elle être à l'origine d'inégalités entre les Français.

## Synthèse :

En vous aidant de votre manuel et des documents, rédigez une quinzaine de lignes sur la décentralisation. (Attention, s'aider de son manuel ne signifie aucunement recopier celui-ci !)